

Unité inter-départementale Anjou Maine
Pôle Risques Chroniques
Rue du Cul d'Anon
Parc d'activités Angers/Saint Barthélemy
CS80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint Barthélemy-d'Anjou, le 08 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COMPAGNIE EUROPEENNE DE TANNAGE - CET

Route de Juvardeil
Châteauneuf-sur-Sarthe
49330 Les Hauts-d'Anjou

Références : 2023-378_CET_INSP_RAP
Code AIOT : 0006301099

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/08/2023 dans l'établissement COMPAGNIE EUROPEENNE DE TANNAGE - CET implanté Route de Juvardeil Châteauneuf-sur-Sarthe 49330 Les Hauts-d'Anjou. L'inspection a été annoncée le 20/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMPAGNIE EUROPEENNE DE TANNAGE - CET
- Route de Juvardeil Châteauneuf-sur-Sarthe 49330 Les Hauts-d'Anjou
- Code AIOT : 0006301099
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La COMPAGNIE EUROPÉENNE DE TANNAGE (CET), filiale de la société FISCUIR (qui a été rachetée par le groupe BIGARD en 2020), exploite, sur la commune des Hauts d'Anjou (Châteauneuf-sur-Sarthe), des installations de tannerie de peaux de bovins. L'exercice des activités a été autorisé en dernier lieu par arrêté préfectoral du 16 novembre 2004.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Restrictions des prélèvements d'eau en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1, 2 et 3	/	Sans objet
2	Réduction des prélèvements depuis 2018	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4.I.5°, 4.II et III	/	Sans objet
3	Sensibilisation accrue du personnel	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4.I.4° et 4.II	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Autres justificatifs sur les prélèvements	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4.I.1° et 6° et 4.III	/	Sans objet
5	Dispositif de suivi des prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	/	Sans objet
6	Renforcement / compléments de prescriptions pour le prélèvement d'eau	Code de l'environnement du 13/06/2009, article L. 512-20	/	Sans objet
7	Utilisation efficace de la ressource	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2 + conclusions sur les MTD associées au BREF TAN	/	Sans objet
8	Déclaration des prélèvements et volumes rejetés sur GEREP	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site ayant réduit ses prélèvements d'eau d'au moins 20 % depuis le 1^{er} janvier 2018, il n'est pas soumis aux restrictions d'eau fixées à l'article 2 de l'arrêté ministériel (AM) du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des ICPE (en application de l'exemption visée au 2° de l'article 3 de cet AM).

Il est néanmoins rappelé à l'exploitant qu'il doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées :

- à tout moment, les éléments attestant des réductions de prélèvement d'eau depuis le 1^{er} janvier 2018 ;
- d'ici le 06/10/2023, les éléments listés aux 1° et 6° de l'article 4.I de l'AM du 30/06/2023.

L'exploitant est par ailleurs invité à développer et formaliser la sensibilisation des salariés aux règles de bon usage et d'économie d'eau, de façon pérenne, et de manière accrue en période de sécheresse.

Enfin, l'arrêté d'autorisation du 16/11/2004 ne fixant au site aucune disposition sur l'origine des approvisionnements en eau, ni sur les prélèvements autorisés, des prescriptions complémentaires seront prises par arrêté pour fixer un volume maximal annuel de prélèvement sur le réseau d'eau du puits captant les alluvions de La Sarthe. Pour ce faire, l'exploitant sollicitera un volume maximal de prélèvement annuel, en justifiant sa demande au regard de l'historique des consommations, du seuil maximal de débit horaire total de 160 m³/h (total des usages sur le réseau), des besoins du site tenant compte des niveaux de référence de consommation (MTD) et des tonnages traités, et en cohérence avec les deux autres utilisateurs du réseau CETE et TANNERIES DUPIRE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Restrictions des prélèvements d'eau en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1, 2 et 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prescriptions sécheresse de l'arrêté cadre dép. et de l'AM
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Arrêté préfectoral cadre sécheresse du 26 juin 2023 :</u> Définition des mesures applicables en fonction des niveaux de restrictions - « autres usages économiques de l'eau (industrie, artisanat) strictement nécessaire au process de production ou à l'activité exercée » : * au seuil vigilance : « les gestionnaires sont tenus de s'informer des restrictions qui leur sont applicables et de sensibiliser leur personnel aux règles de bon usage d'économie d'eau » ; * aux seuils d'alerte, alerte renforcée et crise : « pour les ICPE, les dispositions prévues dans les arrêtés de prescriptions individuels ou les prescriptions du cadre général, quand elles existent, prévalent. » <u>Arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des ICPE :</u> Article 1-I. - « Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 m ³ et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. » Article 2 : I. - « Les installations classées mentionnées à l'article 1 ^{er} , à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes : - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. » II. - « Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse. [...] » III. - « Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1 ^{er} . » Article 3 - « Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : voir détail dans l'AM [...] ; 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1 ^{er} janvier 2018 ; 3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ; 4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1 ^{er} janvier 2023. »
Constats : Le site utilise deux ressources en eau : - comme ressource principale, les eaux d'un réseau d'eaux industrielles, alimenté par un puits captant dans les alluvions de La Sarthe ; - les eaux du réseau eau potable. Selon l'arrêté préfectoral cadre sécheresse (ACS) du 26/06/2023, les zones d'alerte correspondant au site sont : - pour le prélèvement dans les alluvions de La Sarthe : selon l'ACS, « les prélèvements issus d'une nappe d'accompagnement d'un cours d'eau seront soumis aux restrictions applicables sur la zone d'alerte superficielle concernée ». La zone d'alerte est donc la zone eaux superficielles « Sarthe » ; - pour l'eau potable : la zone « Sarthe ». À la date de la visite le 01/08/2023, un arrêté limitant provisoirement les usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou à un risque de pénurie dans le Maine-et-Loire est en vigueur : arrêté DDT-SEEB-PPE-Etiage n°2023-05 du 26/07/2023. Cet arrêté place les zones « Sarthe » pour les eaux superficielles et « Sarthe » pour l'eau potable en seuil d'« Alerte ». (Un nouvel arrêté pris et publié le lendemain de la visite, arrêté DDT-DEEB-PPE-Etiage-49 n°2023-06 du 02/08/2023, a passé ces deux zones « Sarthe » en seuil de « Vigilance »).
Selon l'ACS du 26/06/2023, les prescriptions générales de l'arrêté ministériel (AM) du 30/06/2023

<p>prévalent. Le site prélève plus de 10 000 m³/an (169 543 m³ en 2022 selon la déclaration GERE) et est donc bien visé par l'AM du 30/06/2023. Le site n'est pas visé par les exemptions des activités listées au 1° de l'article 3 de l'AM du 30/06/2023.</p> <p>En revanche, il est constaté que le site a réduit ses prélèvements d'eau d'au moins 20 % depuis le 1^{er} janvier 2018 (cf. constat suivant). → Le site est donc concerné par l'exemption visée au 2° de l'article 3 de l'AM du 30/06/2023. Le site n'est donc pas soumis aux dispositions de l'article 2 de l'AM du 30/06/2023, et n'est donc pas soumis aux restrictions d'eau prescrites dans cet article.</p>
<p>Observations : Le prélèvement s'effectue dans la nappe d'accompagnement de La Sarthe. Selon la note d'application de l'AM, datée du 05/07/2023, les volumes de rejets ne peuvent pas être soustraits pour calculer la consommation (pas de restitution considérée). Si le site venait à l'avenir à ne plus être exempté de l'application des réductions de prélèvement prévues à l'article 2 de l'AM du 30/06/2023 (suite à une augmentation notable de sa consommation d'eau), les réductions s'appliqueraient au prélèvement brut.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Réduction des prélèvements depuis 2018

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4.I.5°, 4.II et III</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Prescriptions sécheresse de l'AM</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : « I. – L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées : 5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1^{er} janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ; II. – L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté. Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2. » III. 3° alinéa : « Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées. »</p>
<p>Constats : Des déclarations GERE réalisées annuellement par l'exploitant et présentées lors de l'inspection, il ressort les prélèvements suivants : 2022 : 161 778 m³ eau de Sarthe + 7 765 m³ AEP = 169 543 m³ 2021 : 168 315 m³ eau de Sarthe + 9 309 m³ AEP = 177 624 m³ 2020 : 164 735 m³ eau de Sarthe + 10 374 m³ AEP = 175 109 m³ 2019 : 155 766 m³ eau de Sarthe + 9 837 m³ AEP = 165 603 m³ 2018 : 201 985 m³ eau de Sarthe + 451 m³ AEP = 202 436 m³ 2017 : 256 534 m³ eau de Sarthe</p> <p>Entre 2017 (année de référence prise dans le cadre de l'AM du 30/06/2023) et 2022, les prélèvements ont été réduits de près de 34 %. Ces données attestent des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1^{er} janvier 2018.</p>
<p>Observations : → Pour rappel, l'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées, à tout moment, les justificatifs formalisés attestant qu'il n'est pas soumis aux dispositions de l'article 2 de l'AM du 30/06/202, à savoir, dans le cas présent, les justificatifs des réductions de prélèvement d'eau depuis le 1^{er} janvier 2018.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Sensibilisation accrue du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4.I.4° et 4.II
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prescriptions sécheresse de l'AM
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « I. – L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées : 4° Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ; » II. – L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté. Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2. »
Constats : L'exploitant n'étant pas soumis aux dispositions de l'article 2 de l'AM du 30/06/2023, la « procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau » n'est pas exigible. L'exploitant ne dispose pas d'une telle procédure. En revanche, toute l'année, l'exploitant procède à des communications : - de façon hebdomadaire, une communication hebdomadaire aux personnels d'encadrement, qui doivent répercuter aux équipes, sur l'actualité de l'usine, les points de vigilance et d'amélioration, qui peuvent inclure le sujet de la consommation d'eau en cas de besoin ; - de façon hebdomadaire, la communication, aux encadrants, des indicateurs clés suivis hebdomadairement, dont le suivi de la consommation d'eau (ratio) ; - mensuellement, la communication des indicateurs de performance à l'ensemble des salariés, via un affichage dans l'usine, dont le suivi du ratio de consommation.
Observations : → La sensibilisation des salariés aux règles de bon usage et d'économie d'eau, de façon pérenne, et de manière accrue en période de sécheresse, mériterait d'être développée et formalisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Autres justificatifs sur les prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4.I.1° et 6° et 4.III
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prescriptions sécheresse de l'AM
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « I. – L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées : 1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 m ³ /j, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ; 6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1 ^{er} janvier 2018. III. - « L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois (avant le 06/10/2023) après l'entrée en vigueur du présent arrêté. Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1 ^{er} . »
Constats : Pour tous les exploitants, même ceux exemptés de l'application de l'article 2 de l'AM du 30/06/2023, les éléments détaillés aux points 1° et 6° de l'article 4 de l'AM doivent être établis et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ces éléments ne sont pas encore établis et formalisés par l'exploitant (délai de 3 mois après l'entrée en vigueur de l'AM du 30/06/2023, soit au 06/10/2023). S'agissant des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés, l'exploitant a notamment mentionné les actions suivantes lors de la visite : - amélioration des formules avec diminution des volumes d'eau intégrés à plusieurs étapes du process (mise à l'eau, intégration du Cr, ...) ; - suppression de l'alimentation en eau en continu au niveau desessoreuses (pour l'humidification des feutres) ; - mise en place d'une installation d'eau surpressée, pour le lavage des installations (qui se faisait auparavant au jet d'eau/à grande eau) et intervention d'un prestataire extérieur de nettoyage en fin de service ; - remise en état des dépoileurs (moins de consommation grâce à la récupération des poils) ; - pousse à l'eau remplacée autant que possible par une pousse à l'air pour l'extraction des carnasses ; - rénovation des tuyauterie, recherches des fuites, ...
Observations : → Les éléments mentionnés aux 1° et 6° de l'article 4.I de l'AM du 30/06/2023 devront être établis dans des documents formalisés d'ici le 06/10/2023 (au plus tard 3 mois après l'entrée en vigueur de l'AM du 30/06/2023), et être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. → Toutes les actions ayant permis de réduire les volumes prélevés depuis le 1 ^{er} janvier 2018 devront en particulier être présentées dans un document formalisé (nature des améliorations, date de mise en œuvre, gain obtenu sur la consommation d'eau si chiffrable).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Dispositif de suivi des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : AM du 02/02/1998, art. 15 : « Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé » et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».</p> <p>AP du 16/11/2004 – article 11.1 : « Les réseaux d'alimentation (public et intérieur) sont équipés chacun d'un dispositif de mesure totalisateur des quantités consommées. »</p> <p>Constats : L'exploitant dispose sur son site d'un compteur pour l'arrivée de l'eau pompée dans les alluvions de La Sarthe (dit « eau de Sarthe »), et un compteur pour l'eau potable (compteurs vus lors de la visite). A noter que les sites voisins CETE (STEP collective) et TANNERIES DUPIRE, également alimentés par le réseau d'eaux industrielles provenant des alluvions de La Sarthe, disposent chacun d'un compteur pour le suivi des volumes prélevés sur ce réseau.</p> <p>Les compteurs « eau de Sarthe » et eau potable sont relevés manuellement quotidiennement. Le fichier de suivi pour les années 2022 et 2023 a été présenté lors de la visite.</p> <p>En 2023, le maximum journalier prélevé en « eau de Sarthe » pour le site s'établit à 1053 m³/j.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Renforcement / compléments de prescriptions pour le prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/06/2009, article L. 512-20
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prescriptions spécifiques sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : « En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente. »</p> <p>Arrêté ministériel du 02/02/1998 – art. 14 : « L'arrêté d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondation, ou à un risque de pénurie, parallèlement aux mesures prises pour d'autres catégories d'installations en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement. Cette limitation ne s'applique pas au réseau incendie.</p> <p>Les niveaux de prélèvements prennent en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau, en particulier dans les zones de répartition des eaux définies en application de l'article R. 211-71 du code de l'environnement.</p> <p>Ils sont compatibles avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe.»</p> <p>Constats : L'AP d'autorisation du 16/11/2004 de CET ne fixe aucune disposition sur l'origine des approvisionnements en eau, ni sur les prélèvements autorisés. Le site est alimenté par un réseau d'eau industrielle provenant d'un puits captant dans les alluvions de La Sarthe. Le puits est situé sur un terrain en bords de Sarthe, appartenant à l'établissement voisin TANNERIES DUPIRE. Le prélèvement dans le puits a été historiquement autorisé pour la société voisine DUPIRE, devenue FRANCE TANNERIES début 2016, puis TANNERIES DUPIRE depuis fin 2021. Un AP du 16/11/2004 autorise la société DUPIRE à prélever dans les alluvions de La Sarthe, « le débit maximal</p>

du prélèvement en nappe alluviale de la Sarthe est de 160 m³/h » (pas de volume annuel fixé).

La CET et la CETE (STEP) ont toujours été raccordées sur ce réseau, mais aucun niveau de prélèvement n'a été fixé pour chacun des 3 établissements (la seule limite aujourd'hui prescrite est le débit horaire total de 160 m³/h).

Dans son dossier de mise à jour de février 2023, la CET a fourni un projet de convention entre CET et TANNERIES DUPIRE, établissant les modalités d'utilisation de l'eau du puits. Cette convention prévoit que « l'entretien de l'installation de pompage et de distribution est effectué aux frais et aux risques de TANNERIES DUPIRE. CET est autorisée à se brancher sur le réseau d'eau de forage de TANNERIES DUPIRE et à utiliser ledit réseau. Afin de déterminer sa propre consommation d'eau, CET a installé, à ses frais, un totalisateur sur le réseau d'eau de forage. La vérification annuelle du totalisateur sera effectuée par un prestataire agréé, aux frais de CET [...] »

Un bilan des déclarations GEREP sur les 10 dernières années permet de suivre l'évolution des prélèvements totaux sur le puits, un maximum étant constaté en 2014-2015 avec environ 310 000 m³ prélevés (hors STEP, les données disponibles pour la STEP étant erronées, avec une confusion entre le volume prélevé et le volume rejeté) :

	Volumes en m ³ prélevés sur le puits par établissement et TOTAL			
	CET	DUPIRE	STEP - CETE	TOTAL
2012	225 011	45 680 (DUPIRE)	/ (données erronées sous GEREP)	270 691 (sans STEP)
2013	250 029	45 130 (DUPIRE)		295 159 (sans STEP)
2014	267 765	43 745 (DUPIRE)		311 510 (sans STEP)
2015	273 439	35 908 (DUPIRE)		309 347 (sans STEP)
2016	259 328	39 244 (FRANCE TANNERIES)		298 572 (sans STEP)
2017	256 534	25 111 (FRANCE TANNERIES)		281 645 (sans STEP)
2018	201 985	16 800 (FRANCE TANNERIES)	52 023	270 808
2019	155 766	16 812 (FRANCE TANNERIES)	50 350	222 928
2020	164 735	À l'arrêt (liquidation en juin 2020)	51 320	216 055
2021	168 315	À l'arrêt	20 851	189 166
2022	161 778	Reprise par TANNERIES DUPIRE (groupe BIGARD) mais pas de prélèvement	22 098	183 876

Le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) du SAGE « Sarthe aval », approuvé le 10/07/2020, prévoit que « Les autorisations délivrées au titre des articles L.214-1 et L.511-1 du code de l'environnement avant l'approbation du présent SAGE, qui ne seraient pas dotées d'un volume individuel prélevable annuel maximal, sont modifiées pour intégrer ce volume. ».

→ Il importe donc qu'un volume maximal annuel soit fixé pour chaque utilisateur du réseau d'eau du puits. Ce volume sera fixé par arrêté préfectoral complémentaire.

Pour ce faire, l'exploitant sollicitera un volume maximal de prélèvement annuel sur le réseau d'eau du puits, en justifiant sa demande au regard de l'historique des consommations, du seuil maximal de débit horaire total de 160 m³/h (total des usages sur le réseau), des besoins du site tenant compte des niveaux de référence de consommation (MTD) et des tonnages traités, et en cohérence avec les deux autres utilisateurs du réseau CETE et TANNERIES DUPIRE.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Utilisation efficace de la ressource

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2 + conclusions sur les MTD associées au BREF TAN
Thème(s) : Actions nationales 2023, Utilisation efficace de la ressource
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : AM du 02/02/1998 - art. 2 : « L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : « - utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; »</p> <p>Les conclusions sur les MTD associées au BREF TAN du 11/02/2013 prévoient :</p> <p>* MTD4 : « Afin de réduire dans toute la mesure possible la consommation d'eau, les MTD consistent à utiliser l'une des techniques indiquées ci-dessous, ou les deux :</p> <p>a-Optimisation de l'utilisation de l'eau à toutes les étapes des procédés par voie humide, y compris recours au lavage par lots plutôt qu'aux lavages à l'eau courante : Pour optimiser la consommation d'eau, il convient de déterminer la quantité optimale nécessaire à chaque étape du procédé et d'introduire la quantité correcte à l'aide d'un dispositif de mesure. Le lavage par lots consiste à laver les peaux pendant le traitement en injectant la quantité d'eau propre nécessaire dans la cuve de traitement et en utilisant le mécanisme de la cuve pour obtenir l'agitation requise, par opposition aux lavages à l'eau courante qui utilisent de grandes quantités d'eau (débit entrant et sortant). [« Applicable à toutes les unités effectuant des opérations par voie humide. »]</p> <p>b-Utilisation de bains courts : Les bains courts consistent, en comparaison des méthodes traditionnelles, à utiliser des quantités réduites d'eau de traitement par rapport à la quantité de peaux traitées. Il existe une limite inférieure à cette réduction car l'eau sert également de lubrifiant et de liquide de refroidissement pour les peaux pendant le traitement. La rotation des cuves de traitement contenant une quantité d'eau limitée nécessite un système de transmission forcée plus robuste car la masse en rotation est inégale. » [« L'applicabilité est également limitée : aux nouvelles cuves de traitement, aux cuves de traitement existantes qui permettent l'utilisation de bains courts ou qui peuvent être modifiées de manière à rendre cette utilisation possible. »]</p> <p>* « niveaux de consommation associés aux MTD pour le traitement des peaux de bovins » : « Transformation des peaux brutes en cuir wet blue/wet- white » : - 10 à 15 m³/t de peaux brutes pour les peaux non salées ; - 13 à 18 m³/t de peaux brutes pour les peaux salées. (ratio en valeur mensuelle moyenne)</p>
<p>Constats : L'exploitant connaît les tonnages mis à l'eau de peaux salées d'une part, et de peaux fraîches d'autre part. En 2022, le site a traité environ 50% de peaux fraîches. En revanche, il n'est pas possible de distinguer pour chaque catégorie de peaux les volumes d'eau utilisés (les installations ne sont pas dédiées à un type de peau). Seule la consommation globale est suivie. Aussi, l'exploitant établit et suit le ratio global de sa consommation d'eau (consommation en m³ par tonne de peaux traitées, toutes peaux confondues). En 2022, il variait, selon les mois, de 12,76 m³/t à 14,99 m³/t, avec un ratio annuel moyen de 14,16 m³/t. En 2023 (données disponibles jusqu'à juin 2023 lors de la visite), le ratio mensuel varie de 12,33 m³/t à 14,66 m³/t (moyenne à fin juin à 13,39 m³/t). Le ratio se situe donc en 2022 et 2023 dans la fourchette des niveaux de consommation associés aux MTD pour les peaux non salées (niveaux les plus contraignants), alors que le site traite également 50% de peaux salées, traitement nécessitant plus d'eau que les peaux fraîches. Le ratio est en baisse par rapport à 2021 (moyenne annuelle de 15,36 m³/t, avec une répartition à 50/50 de peaux salées et non salées), et en baisse par rapport à 2020 et 2019 (moyenne annuelle de 15,48 et 18,68 m³/t respectivement) où la part de peaux salées traitées était majoritaire (83 à 90%). Connaissant les tonnages de chaque type de peaux traitées, l'exploitant calcule également la consommation d'eau totale théorique à respecter (niveau haut et niveau bas), en appliquant les niveaux de consommation (haut et bas) visés dans les MTD au tonnage de chaque type de peaux. En 2022, la consommation théorique est de 136 862 m³ fourchette basse et de 196 734 m³ fourchette haute. La consommation réelle de 169 543 m³ se situe bien dans la fourchette. En sus des actions de réduction des consommations d'eau mentionnées au constat n°4, l'exploitant confirme mettre en œuvre les techniques décrites dans la MTD n°4 des conclusions MTD du BREF TAN : - aucun lavage à l'eau courante n'est réalisé. Le lavage par lots est mis en œuvre. A chaque étape</p>

de traitement, la quantité optimale d'eau est mise en œuvre (comme indiquée au constat n°4, une amélioration des formules a été réalisée) ;
- des bains courts sont bien utilisés. Certains bains nécessitent néanmoins plus d'eau, pour éviter l'échauffement des peaux, comme l'indique la MTD. Par le passé, les bains pouvaient utiliser de 150 à 200 % d'eau en masse par rapport à la quantité de peaux traitées. Aujourd'hui, les bains les plus longs utilisent 100% d'eau, les bains courts de 70 à 80% d'eau, certains bains sont même mis en œuvre quasiment à sec (exemple de l'étape d'incorporation du chrome).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Déclaration des prélèvements et volumes rejetés sur GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, GEREP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <p>[...]</p> <p>- les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ;</p> <p>- les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les volumes prélevés et rejetés sont bien déclarés annuellement sur GEREP.</p> <p>En revanche, il est noté :</p> <p>- une erreur de masse d'eau pour les prélèvements : ce n'est pas la masse d'eau FRGR0456 « La Sarthe depuis Le Mans jusqu'à la confluence avec La Mayenne » qui fait l'objet du prélèvement tel que déclaré jusqu'à maintenant sur GEREP.</p> <p>Les prélèvements se faisant via un puits dans la nappe d'accompagnement de La Sarthe, la masse d'eau concernée par les prélèvements est la suivante : FRGG113 « Alluvions de la Sarthe » ;</p> <p>- en 2021, une erreur sur le milieu de rejet, mais la correction a été faite sur la déclaration de 2022 : « La Bouchardière et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec La Sarthe » visée dans la déclaration de 2021, au lieu de « La Sarthe depuis Le Mans jusqu'à la confluence avec La Mayenne » bien visée dans la déclaration de 2022.</p>
<p>Observations :</p> <p>→ La prochaine déclaration GEREP (au titre de l'année 2023) devra prendre en compte la bonne masse d'eau pour le prélèvement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet